

ANNEXE I

Chronologie

Pour la chronologie qui suit, je m'en tiens principalement à trois sources : Jacquin(2009), Washburn(2006) et “NYC Stands with Standing Rock Collective”(2016).

1823 La Cour suprême des États-Unis sous John Marshall, dans sa première décision sur les relations nation-nation avec les peuples autochtones nord-américains, stipule que «les Indiens n'ont pas le droit du sol en tant qu'états souverains et indépendants».

1824 Le Bureau des affaires indiennes (Bureau of Indian Affairs, BIA) est créé au sein du Département de la guerre du pouvoir exécutif.

1831 La Cour suprême émet une deuxième décision selon laquelle les «tribus indiennes» sont des «nations domestiques dépendantes».

1848 L'or découvert en Californie, fièvre de l'or, les colons traversent l'Ouest.

1849 Le Ministère de l'Intérieur est créé et adopte le Bureau des affaires indiennes du Département de la guerre.

1851 *Traité de la Traverse des Sioux* signé par les États-Unis et les nations Dakota de ce qui était le Territoire du Minnesota. Le traité, bien que brisé par les États-Unis, stipulait que les peuples Dakota vivraient de manière sédentaire, axés sur l'agriculture, en dehors des zones des colons blancs et adopteraient le christianisme, le tout en échange de rations et de rentes pour les terres cédées.

1851 Premier *Traité de Fort Laramie* (ou traité de *Horse Creek*) signé par les États-Unis et les représentants des nations amérindiennes Arapaho, Arikara, Assiniboine, Cheyenne, Crow, Hidatsa, Mandan et Sioux pour garantir le passage en sécurité des colons vers la Californie, en échange de biens et de services. Entre dix et quinze mille amérindiens se sont rassemblés dans ce qui est devenu le plus grand rassemblement des Indiens des plaines dans l'histoire. Par ce traité, le gouvernement américain laissait le contrôle des Grandes Plaines (région centrale de l'Amérique du Nord qui s'étend des provinces canadiennes de la Saskatchewan et de l'Alberta au nord, jusqu'au Texas au sud, voir carte) aux Amérindiens et payait annuellement une somme de cinquante mille dollars pendant cinquante ans en échange du droit de construire des routes et des forts sur le territoire ainsi que le libre passage des colons. Beaucoup de nations n'ont jamais reçu de paiement des États-Unis.



1862 Le *Homestead Act* ouvre aux colons environ 1'000'000 de km² (plus d'un dixième de la superficie totale des USA) de terres à l'ouest du Mississippi. Les colons qui avaient vécu sur le terrain pendant cinq ans, pouvaient en devenir propriétaires. C'est en cette même année que débutent les travaux pour la construction du chemin de fer *Central Pacific Railroad* (premier chemin de fer transcontinental nord-américain)

1862-64 Les Dakotas (Sioux), frustrés par le manque de paiement de la part du gouvernement fédéral, les incursions et l'installation des colons et d'autres violations des traités, se soulèvent (guerre des Sioux 1862). Les colons sont attaqués par des bandes de Dakotas et l'armée des États-Unis est appelée à les protéger. Les tribunaux militaires des États-Unis accusent quelque trois cents Dakotas de meurtre et de viol de civils, et 38 hommes Dakota sont condamnés à mort lors de la plus grande exécution pénale dans l'histoire

américaine. L'année suivante, le Bureau des Affaires indiennes (BIA) déplace de force les Dakotas vers le Nebraska et le Sud Dakota.

1868 Deuxième *Traité de Fort Laramie*, entre les États-Unis et les Indiens Lakota (ou Teton Sioux). Instauration de la Grande Réserve Sioux, qui garantit à ces derniers la possession des terres de la région des Black Hills (montagnes qu'ils considèrent comme sacrées et aujourd'hui principalement connues pour l'effigie sculptée des quatre présidents sur le Mont Rushmore) et le droit de chasse dans les états avoisinants : Montana, Wyoming et Sud Dakota.



1871 Le *Indian Appropriation Act* établit que les États-Unis vont traiter avec les nations autochtones en les considérant des minorités internes et non des nations souveraines.

1860-77 L'armée des États-Unis, est déterminée à exterminer les buffles (bisons), qui constituent une menace pour les industries du chemin de fer et du bétail, ainsi que la ressource principale pour les amérindiens des Plaines.

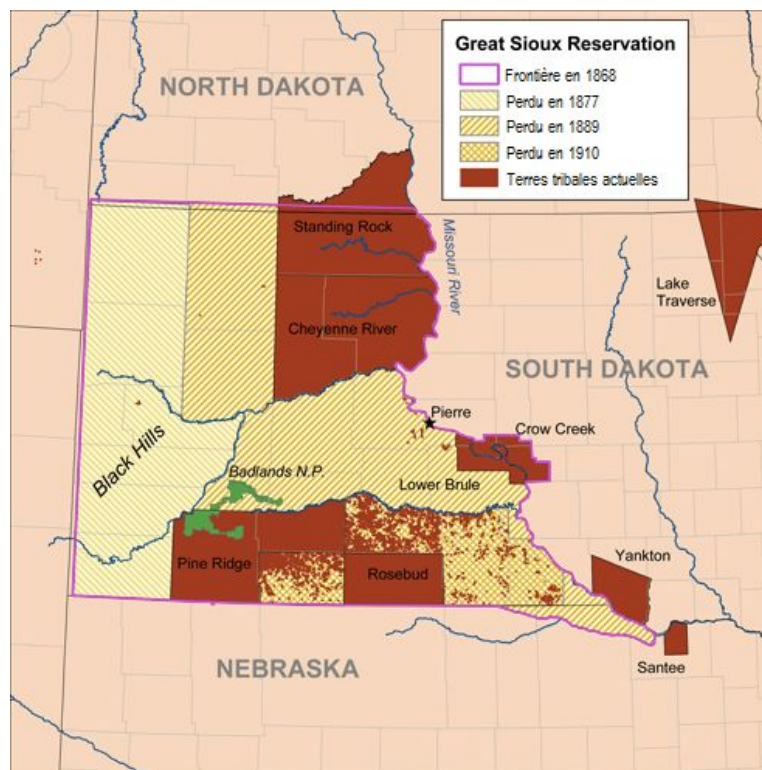
1876-77 La *guerre des Black Hills* commence après que l'or y a été découvert et dès lors que les colons se précipitent dans la région, incitant l'armée des États-Unis à violer le *Traité Fort Laramie* de 1868. Le colonel Custer attaque les Sioux et saisit les Black Hills. Cependant, au cours de la fameuse bataille de Little Bighorn, Lakotas, Cheyennes et Arapahos, rassemblés

sous l'influence de Sitting Bull et Crazy Horse dans une coalition, tuent Custer et anéantissent une grande partie de la 7ème cavalerie américaine.

1877 Le *Black Hills Act* (également appelé “*the Agreement of 1877*,” ou “*Sell or Starve Act*,” ou encore le “*Indian Appropriations Act of 1876*”) coupe les rations gouvernementales jusqu'à ce que Oceti Sakowin (la Grande Nation Sioux) cesse ses hostilités et cède les Black Hills.

1887 Le *Dawes Act* (ou *General Allotment Act*) accorde à l'autorité du Président la possibilité de recenser, de diviser, parcelliser les terres des réserves indiennes et de les vendre à des Indiens séparément et individuellement. Ceux qui allaient accepter le lot et de vivre séparément des tribus se verraient accorder la citoyenneté des États-Unis.

1889 Les États-Unis violent le Traité de Fort Laramie de 1868 en divisant la Grande Réserve Sioux en des réserves plus petites : Standing Rock, Rosebud, Pine Ridge, Cheyenne River, Crow Creek, Yankton et Santee. En plus de cela, l'application du Dawes Act ouvrit la réserve aux Blancs tout en imposant aux Amérindiens la privatisation, la propriété privée et l'agriculture.



1890 En réponse à l'éclatement provoqué par les États-Unis de la Grande Réserve, certains Lakota Sioux commencent à pratiquer la Ghost Dance. Celle-ci, diffusée par le prophète indien Wovoka, est une sorte de secte où des croyances et des pratiques du christianisme sont mélangées aux religions traditionnelles américaines. Or, d'après Jacquin (2009), des sectes de ce genre étaient déjà présentes des décennies auparavant, mais ce n'est qu'à ce moment-là, du fait de la fin ou de la faillite de la lutte armée, que beaucoup s'y intéressent, car la Ghost Dance :

"devient le dernier mouvement de résistance et marque le début d'un repli intérieur de l'Indien : il se réfugie dans l'imaginaire et dans l'évocation de Dieu, il espère résister à la pénétration de la civilisation blanche dans les réserves (Jacquin, 2009 p. 149-150).

Cependant le BIA, effrayé par l'ampleur que prend ce mouvement messianique et craignant une quelconque guerre sainte, fait appel à l'armée.

Crazy Horse et Sitting Bull sont blessés à mort et une petite bande de Lakotas est forcée de camper à l'extérieur de la réserve de Pine Ridge à Wounded Knee Creek (Dakota du Sud), où l'armée tente de les désarmer. L'armée américaine intensifie la confrontation et tue 250 à 300 Lakotas, principalement des femmes et des enfants (massacre de Wounded Knee).

1908 La Cour suprême des États-Unis clarifie les droits des réserves indiennes à l'eau, en déclarant qu'elles ont le droit d'utilisation de l'eau, qui ne peut être bloqué par des projets hydrauliques.

1924 Les Indiens deviennent citoyens des États-Unis, favorisant l'assimilation des nations autochtones plutôt que de reconnaître leur souveraineté (toutefois plusieurs États américains ne leur reconnaissent pas le droit de vote).



1934 *L'Indian Reorganisation Act (IRA)* met fin à la parcellisation des terres et remplace les structures de gouvernance traditionnelles par le système électoral occidental et des constitutions tribales inspirées de la Constitution des États-Unis.

1939-45 Quelque 30'000 natifs participent au deuxième conflit mondial en tant que citoyens américains (ils avaient été 10'000 lors du premier conflit)



L'utilisation des langues autochtones dans les communications radio pendant la guerre est bien documentée

1944 Le Congrès approuve le Pick-Sloan Missouri Basin Plan, un méga-projet d'infrastructure hydrique destiné à accroître l'hydroélectricité, la navigabilité, la pêche, la faune et les loisirs le long de la rivière Missouri et de ses affluents.

En réalisant ce projet, le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis (United States Army Corps of Engineers ou ACE) viole les traités qui reconnaissent la souveraineté des terres indiennes, et leurs droits de consultation et d'accès à l'eau.

L'ACE est une institution de génie civil et de logistique militaire qui dépend du Département de la Défense. Il fournit des services tels que la construction de barrages ou d'autres projets d'aménagement.

1945-60 Le président Truman incite le Bureau des affaires indiennes à se concentrer sur l'assimilation des Indiens dans la société américaine.

C'est le début de la *Indian termination policy* (ou politique indienne d'assimilation), de 1945 à 1960, le Gouvernement fédéral provoque la "disparition" plus de 100 tribus.

1948 Commence la construction du barrage du lac Oahe pour le méga-projet Pick-Sloan du bassin du Missouri qui est complété en 1962. Le barrage détruit une très vaste portion de terres autochtones et élimine 90% des terres boisées de la réserve Sioux de Standing Rock et celles des Cheyennes Sioux, ainsi que des pâturages et des terres agricoles.

1949 La Commission Hoover recommande la "termination" des réserves et l'assimilation des Indiens dans les villes et dans la société américaine, revenant à la politique d'assimilation du 19ème siècle.

1953 *Public Law 280* : elle déplace l'autorité et la juridiction sur les terres tribales et les ressources du BIA vers les États où se trouvent les tribus et les réserves.

1961 Plus de 200 tribus se rassemblent à Chicago lors de la *American Indian Chicago Conference*. La *Declaration of Indian Purpose* est rédigée pour être soumise au Congrès.

1961 Suite à la Conférence de Chicago, le National Indian Youth Council est formé à Gallup, au Nouveau-Mexique, c'est le début du Red Power Movement.

1968 Le Congrès adopte le *American Indian Civil Rights Act* (ICRA) qui fournit individuellement aux Indiens une protection législative contre leurs gouvernements tribaux.

1968 Fondation de l'*Indian American Mouvement* (AIM)



1970 Le président Richard Nixon appelle à l'abrogation des politiques assimilationnistes et à l'inauguration de l'ère de l'autodétermination par l'auto-assistance et la programmation communautaire.

1972 *Trail of Broken Treaties Caravan*. Plusieurs groupes, dirigés par des autochtones (près de 200 amérindiens au total), commencent une caravane de la côte ouest à Washington D.C pour présenter au Président Nixon un document de positionnement de 20 points demandant aux États-Unis de respecter la souveraineté des nations indiennes. Suite au refus de Nixon de rencontrer la caravane, ils occupent le Bureau des affaires indiennes pendant une semaine.

1973 Occupation (armée) de Wounded Knee. Des Oglala Lakota et des membres du AIM occupent le village de Wounded Knee dans la Réserve indienne de Pine Ridge (Dakota du sud) pour protester contre les structures de gouvernance des réserves qu'ils définissent corrompues. L'occupation dure 71 jours et demande le rétablissement des obligations issues des traités et des relations nation-nation avec les nations indiennes aux États-Unis.



Militants de l'AIM au checkpoint de Wounded Knee pendant l'occupation (1973). Crédits: Jim Hubbard

1974 La première rencontre du *International Indian Treaty Council* (IITC), le bras international d'AIM, elle se tient dans la Réserve de Standing Rock et plus de 2000 personnes de 90 nations autochtones rédigent "*The Declaration for Continuing Independence*".

1975 Le *Indian Self-Determination and Education Act* est adopté. Les gouvernements tribaux ont plus de contrôle sur leurs affaires tribales et peuvent s'approprier davantage de fonds pour l'éducation.

1978 La Cour suprême des États-Unis décide que les tribus indiennes ne sont pas compétentes pour ce qui concernent les non-natifs qui se trouvent sur des terres indiennes ou des réserves.

1980 Le Gouvernement des États-Unis affirme que les États-Unis ont saisi illégalement les Black Hills en 1877 et offrent une compensation de 105 millions de dollars. Les Lakotas refusent et demandent le retour des terres.

1988 Le Congrès abroge officiellement la *Termination Policy*.

1993 Ada Deer est nommé Secrétaire adjoint aux Affaires indiennes par le Président Bill Clinton. Elle est la première femme amérindienne à occuper ce poste.

1994 Trois cents représentants des 556 tribus reconnues par le Gouvernement fédéral rencontrent le Président Bill Clinton. C'est la première fois depuis 1822 que les autochtones sont invités à rencontrer officiellement un Président américain afin de discuter des affaires indiennes.

1998 Le Président Clinton émet le décret exécutif *N.13084* : “*Consultation and Coordination with Indian Tribal Governments*”. Cela impose au Gouvernement fédéral d'établir une collaboration et une consultation significatives avec les Gouvernements tribaux indiens sur des questions qui auront un impact significatif pour leurs communautés.

1999 Le Président Clinton visite la réserve Sioux de Pine Ridge dans le Dakota du Sud. Il est le premier président en charge depuis Calvin Coolidge en 1927 à faire une visite officielle dans une réserve indienne.

2002 Le Président G.W. Bush signe un ordre exécutif réaffirmant l'engagement du gouvernement fédéral envers les collèges et les universités contrôlés par les tribus reconnues.

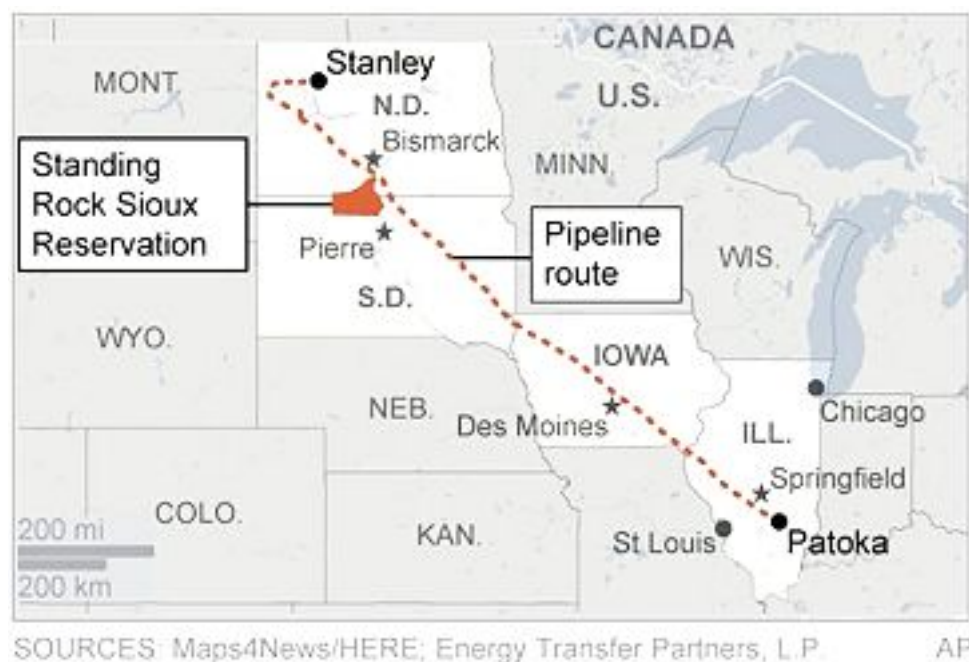
2006 Le Congrès adopte la *Esther Martinez Native American Languages Preservation Act of 2006 (PL 109-394)* pour assurer la survie et la vitalité des langues amérindiennes.

2007 Les Nations Unies adoptent la *Déclaration des droits des Peuples Autochtones* (UNDRIP). Les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie votent contre l'adoption de la Déclaration.

2009 Le Président Obama signe un mémorandum présidentiel visant à renouveler et à renforcer l'esprit de consultation tribale et la collaboration précédemment soutenus par l'administration Clinton.

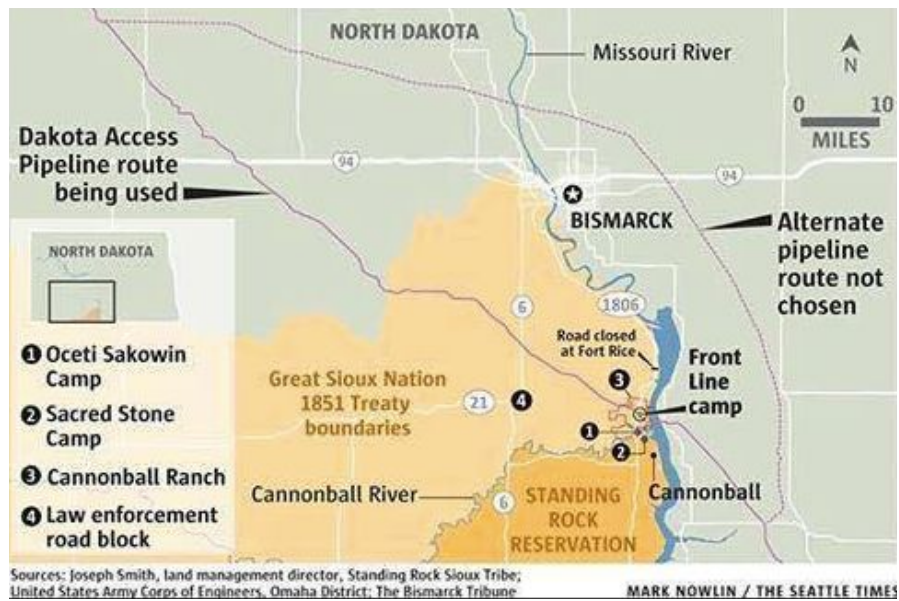
2014 Le Président Obama parle à la réserve de Standing Rock Sioux en soulignant la nécessité d'aider les réserves dans la création d'emplois. À ce moment-là, quelque 63% de travailleurs à Standing Rock (qui compte environ 850 résidents) étaient au chômage.

2015 En février, le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis (ACE), démarre le Projet Dakota Access Pipeline (DAPL). En décembre, l'ACE publie une évaluation environnementale indiquant que le THPO (Tribal Historic Preservation Officers) de Standing Rock a indiqué que le site du projet DAPL sur le Lake Oahu évite d'impacter d'importants sites sacrés indiens. Le Corps reçoit de nombreuses lettres critiques quant à l'évaluation et à la consultation.



2016 En août, les Sioux de Standing Rock, représentés par Earthjustice, déposent une injonction poursuivant le Corps des ingénieurs de l'armée. Onze jours plus tard, Energy Transfer Partners (société mère du DAPL), porte plainte contre le représentant de Standing Rock et d'autres membres pour le bloc de la construction.

10 / 2016 Les *Water protectors* et les alliés établissent le camp sur le parcours de la construction du pipeline. La police de quatre États, bien armée, intervient avec la force. Plus de 100 personnes sont arrêtées, plusieurs sont blessées par la police.



02 / 2017 Les campements sont évacués par des raids de la police



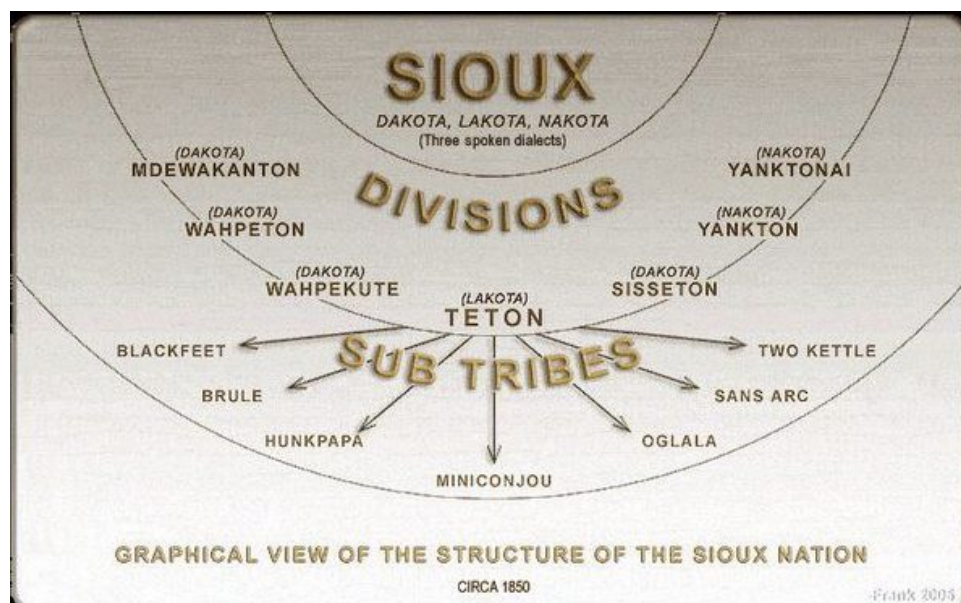
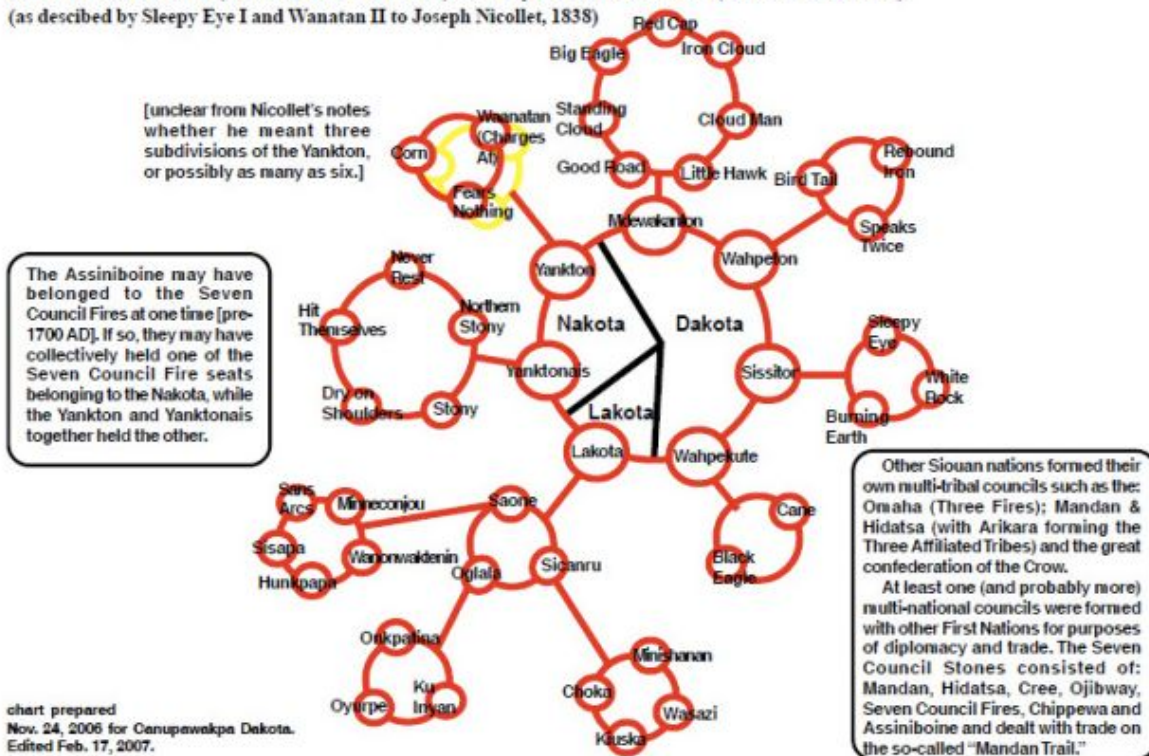
ANNEXE II

Organisation Sioux :

The Seven Council Fires

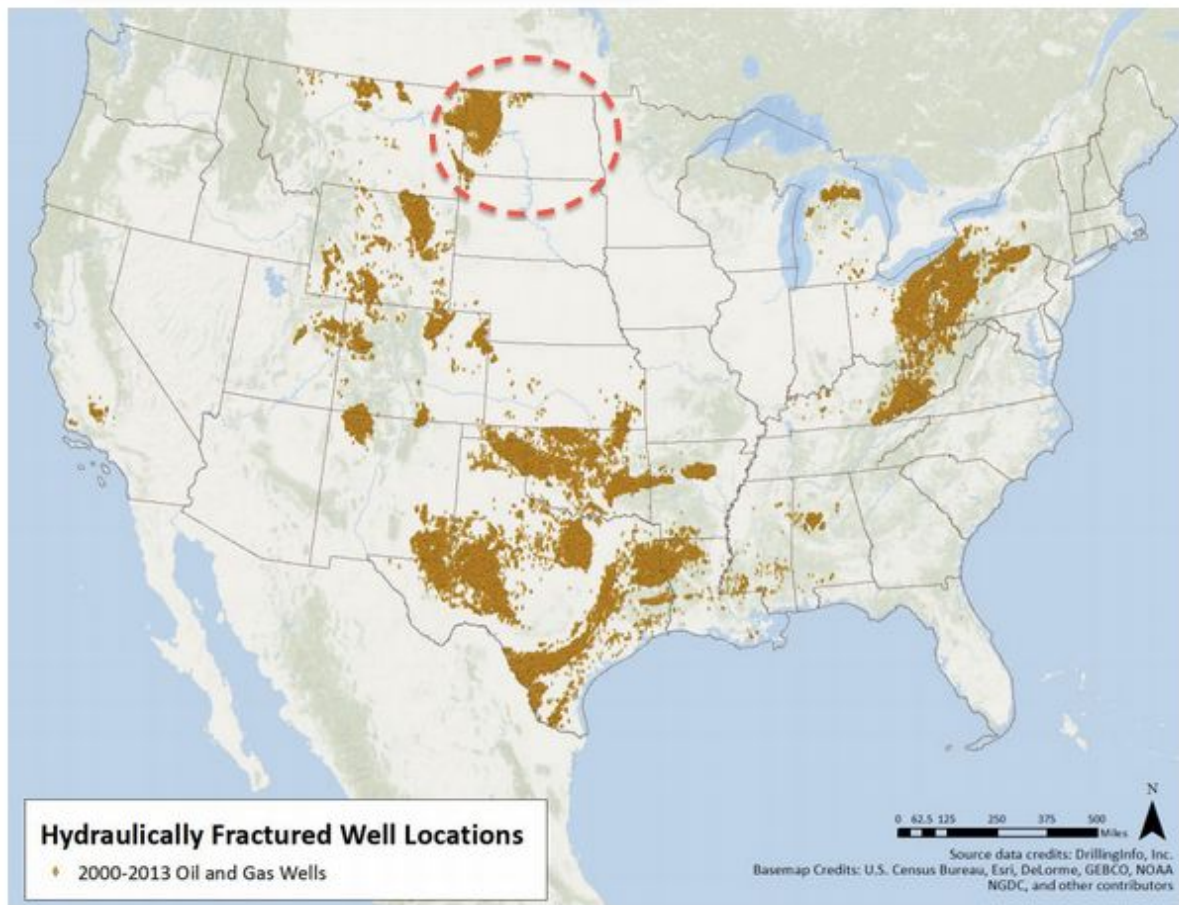
Oceti Shakowin (Seven Fire Places) or Oyate Shakowin (Seven Nations)

(as described by Sleepy Eye I and Wanatan II to Joseph Nicollet, 1838)



Carte du *fracking* avec en évidence le Dakota du Nord

Source: EPA



Locations of approximately 275,000 wells that were drilled and likely hydraulically fractured between 2000 and 2013. - [Data: DrillingInfo \(2014\)](#), Courtesy of EPA

ANNEXE III

Mobilisation #NoDAPL en images :

source principale: NYC Stands with Standing Rock Collective (2016). “#StandingRockSyllabus”

N.B. Si les photos ne mentionnent pas l’auteur cela veut dire que celui ci n’a pas été repéré



Crédit photo: Alyssa Schukar (New York Times)



Crédit photo: Andrew Cullen (Reuters)



Crédit photo: Council Brandon



Sacred Stone Camp. Crédit photo: Amber Bracken (for BuzzFeed News)



Veterans for Standing Rock



Veterans for Standing Rock



Crédit photo: Ryan Vizzions







Sacred Stone Camp. Crédit photo: Jaida Grey Eagle